

LA QUERELLE DU « NÉO-EXTRACTIVISME » EN AMÉRIQUE LATINE

Le « néo-extractivisme », un modèle de développement censé renouveler les anciennes politiques d'extraction-exportation de matières premières, est au cœur des débats en Amérique latine. Mais quel est ce « nouveau modèle » et a-t-il réussi à changer la donne des politiques de développement ? Nous verrons que ce débat met en question les politiques mises en œuvre par les gouvernements de centre-gauche comme ceux de Lula et Kirchner (respectivement au Brésil et en Argentine), ou même aux accents socialistes comme en Bolivie, au Venezuela ou en Équateur. Par **MARION DUVAL** *.

Les différents gouvernements « progressistes », de gauche ou de centre-gauche, qui ont accédé au pouvoir dans la plupart des pays d'Amérique latine au cours des années 2000 partagent de grandes lignes directrices, notamment dans les domaines économiques et sociaux, et font de la lutte contre la pauvreté l'un de leurs objectifs centraux. En liant leurs programmes sociaux à la manne obtenue par les politiques d'extraction de matières premières, ces gouvernements ont tendance à renforcer des politiques « extractivistes » qui leur préexistaient. Sur le fond, ils continuent à faire le choix d'un modèle de développement économique et social fondé sur l'appropriation des ressources naturelles et sur une économie orientée vers l'exportation.

Il existe pourtant des différences notables entre le modèle précédent et l'actuel, qualifié de « néo-extractiviste ». Ce dernier implique une plus grande intervention de l'État, selon des modalités différentes en fonction des pays, mais avec un objectif commun : renforcer le contrôle national de l'exploitation des ressources naturelles et augmenter les revenus liés à cette exploitation pour l'État. Cette régulation peut passer par des changements fiscaux, avec la mise en place de systèmes de *royalties*, par des renégociations de contrats avec les entreprises, par des partenariats public-privé, voire par des nationalisations, comme celle des hydrocarbures par Evo Morales après son arrivée au pouvoir en Bolivie en 2006.

Se joue également ici un renversement du discours sur le développement extractiviste. Alors que la viabilité de ce modèle est très largement contestée au nom des effets pervers du dit « mal hollandais » (augmentation des inégalités et dépendance économique vis-à-vis de l'extérieur au détriment des populations locales et de l'industrialisation du pays, dégâts socio-environnementaux, etc.), le discours néo-extractiviste lui donne une nouvelle légitimité, en en faisant la base de la redistribution des richesses et la condition nécessaire à la lutte

contre la pauvreté. Les préoccupations de bien-être social et de souveraineté nationale, associées à une rhétorique du « développement » et du « progrès », n'ont ainsi pas aboli le système extractiviste, mais l'ont simplement réaménagé.

Néo-extractivisme : l'avenir d'une illusion

Pourtant, certains critiques estiment largement illusoire¹, voire destructrice, la promotion de ce modèle comme moteur de développement.

Au niveau économique, ce modèle, orienté essentiellement vers l'exportation, est accusé d'induire un gaspillage de richesses naturelles largement non renouvelables. Il engendre une dépendance technologique vis-à-vis des firmes multinationales et une dépendance économique vis-à-vis des fluctuations des cours mondiaux des matières premières. Si les prix élevés de ces dernières dans la conjoncture actuelle ont permis aux pays d'Amérique latine de surmonter la crise après 2008, la reprimarisation des économies, c'est-à-dire l'incitation à se retourner vers la production de matières premières non transformées, les rend très vulnérables à un éventuel retournement des marchés. Dans un contexte de mondialisation économique, ce modèle renforce aussi une division internationale du travail asymétrique entre les pays du Nord, qui préservent localement leurs ressources naturelles, et ceux du Sud.

Sur le plan environnemental, les mines à ciel ouvert, la surexploitation de gisements à faible concentration, l'agrobusiness ou encore l'extraction d'hydrocarbures impliquent le rejet de métaux lourds dans l'environnement, la pollution des sols et des nappes phréatiques, la déforestation et la destruction des paysages, des écosystèmes et de la biodiversité. En outre, cette production implique la création de déchets en très grande quantité, et est très gourmande en eau et en énergie.

Pour finir, au niveau social, ce modèle s'impose au détriment des populations locales, rurales et indigènes. La privatisation des sols, l'appropriation

Marion Duval est diplômée d'un Master 2 Politiques éditoriales de l'université de Paris 13. Elle est secrétaire de rédaction et membre du collectif éditorial de la *RdL*.

Cette intensification de l'exploitation des ressources naturelles est en contradiction avec les préoccupations sociales et environnementales de ces mêmes gouvernements.

des ressources naturelles et la pollution remettent en question l'ensemble des activités économiques reposant sur l'utilisation des ressources locales, et donc les modes de vie. Cette situation crée – presque mécaniquement – les conditions d'une intensification des conflits sociaux.

Pour les gouvernements, cependant, la marge de manœuvre est étroite : d'une part, ces économies sont largement fondées sur l'exportation de matières premières et, de l'autre, les gauches récemment arrivées au pouvoir ont besoin pour se maintenir de résultats tangibles à courte échéance en termes de redistribution et de développement social. Pour cela, le chemin le plus court est l'exploitation de la rente des matières premières. Si certains pays, comme la Bolivie, ont une longue tradition minière, ces politiques ne sont ainsi pas de simples reliquats des anciennes administrations : au Venezuela, on parle de zones de « sacrifice minier-pétrolier », destinées à permettre au pays de devenir une puissance énergétique mondiale. Mais cette intensification de l'exploitation des ressources naturelles, si elle a pu permettre de financer des politiques de redistribution, est en même temps en contradiction avec les préoccupations sociales et environnementales de ces mêmes gouvernements.

L'Équateur est un autre exemple des contradictions dans lesquelles sont pris les gouvernements « progressistes » d'Amérique latine. Rafael Correa, élu en 2007 à la tête du pays, a mis en place une constitution innovante promulguée en juin 2008, qui reconnaît les droits de la nature. Les conflits socio-environnementaux sont pourtant plus intenses que jamais dans le pays, et notamment au Sud, du fait de projets d'extraction à grande échelle de cuivre et d'or dans des mines à ciel ouvert. Ce type de projet – fondamental pour l'économie d'un pays où, en 2009, plus de 90 % des exportations concernaient des produits primaires – est protégé par la loi minière votée en janvier 2009, déclarant d'« *intérêt national* » le développement des mines dans le pays et protégeant juridiquement les entreprises minières. Nombre d'observateurs critiquent ainsi l'ambivalence des positions des gouvernements, entre la construction d'une imagerie écologiste (notamment vis-à-vis de la communauté internationale) et le renforcement des politiques extractivistes au niveau local.

De la nuée à la résistance

Ce « nouveau modèle » n'a donc pas signé la fin des luttes sociales contre le système extractiviste. Les conflits socio-environnementaux se multiplient, à la fois à travers l'intensification des luttes des indigènes et des paysans et par l'apparition d'autres formes de mobilisation citoyenne de défense de l'environnement. Autour du projet Mirador d'extraction d'or et de cuivre dans un parc national protégé en Équateur, de la construction du barrage géant de Belo-Monte au Brésil, de projets miniers dans le désert de sel d'Uyuni en Bolivie, par exemple, ces conflits souvent locaux se structurent

autour d'objectifs divers mais convergents : protection des lieux de vie, défense de la biodiversité, conflits autour du contrôle et de l'usage des ressources naturelles, conflits territoriaux, etc.

Face à la vision développementaliste-extractiviste, on peut identifier trois axes principaux organisant ces luttes et la critique du néo-extractivisme, qui sont autant d'alternatives à ce modèle. D'une part, la défense des « biens communs », qui implique la protection du commun conçu comme patrimoine naturel, mais aussi social et économique. Les biens communs ne peuvent avoir une valeur marchande que limitée ; ils ne peuvent être conçus comme des ressources à exploiter sans frein. D'autre part, la conception du « *buen vivir* » vise à créer une nouvelle éthique du développement, conçu en tant que moyen. Pour définir ce terme, Alberto Acosta² met l'accent sur les valeurs de « *la connaissance, la reconnaissance sociale et culturelle, les codes de conduite éthiques et même la relation spirituelle avec la société et la nature, les valeurs humaines, etc.* » – cette notion a été récemment intégrée aux constitutions équatorienne et bolivienne. Enfin, l'institution de « droits de la nature » est un outil juridique permettant de définir la nature comme un sujet de droit et non plus comme un simple objet ou ressource, pour sortir de « *l'utilitarisme anthropocentrique de la Nature* » selon les mots d'Eduardo Gudynas³.

Pourtant, les discours progressistes et de développement national, qui érigent le système actuel en seul système possible, l'effet de « pacification sociale » des politiques de redistribution mises en place, un certain déni des luttes de la part des gouvernements, voire une criminalisation des contestations, tendent à occulter le débat ouvert par ces luttes. Les mouvements sociaux ont cependant permis de forger des outils pour ouvrir ce dialogue et l'inscrire dans la société et l'agenda politique. Mais remettre en question ce modèle extractiviste, c'est contester les fondements même des politiques et le modèle de développement de ces États. Les commentateurs dénoncent les effets pervers du modèle, mais peut-être surtout le *renforcement* des pratiques extractivistes qu'ils observent ces dernières années, soulignant les contradictions entre discours et pratiques, ainsi que l'ambivalence des gouvernements. Le débat, qui met au jour une contradiction qui travaille et divise la gauche elle-même, est donc aussi fondamental que complexe. Les questions qu'il pose aux gouvernements latino-américains appellent des réponses dont les incidences économiques, sociales, politiques et environnementales sont majeures. ■

NOTES

■ 1. Ce thème de l'« illusion » et de l'imaginaire attaché au développement néo-extractiviste est notamment travaillé par Maristella Svampa. La sociologue argentine est l'auteure d'un article récent, « néo-«développementisme» extractiviste, gouvernements et mouvements sociaux en Amérique latine », publié dans la revue *Problèmes d'Amérique latine*, n° 81, été 2011. ■ 2. Ex-président de l'Assemblée constituante équatorienne et figure de proue des intellectuels de la gauche environnementale équatorienne, Alberto Acosta est aussi l'auteur de *La maldición de la abundancia* (« La Malédiction de l'abondance », SwissAid y Abya Yala, 2009), un essai critique sur l'extractivisme comme modèle de développement. ■ 3. Eduardo Gudynas a notamment écrit sur les particularités du modèle « progressiste » néoextractiviste, et ses ambivalences. On peut lire son article « Diez tesis urgentes sobre el nuevo extractivismo » (« Dix thèses urgentes sur le néo-extractivisme »), disponible sur le site web du Centre latino-américain d'écologie sociale (CLAES) : <http://www.ambiental.net>.